



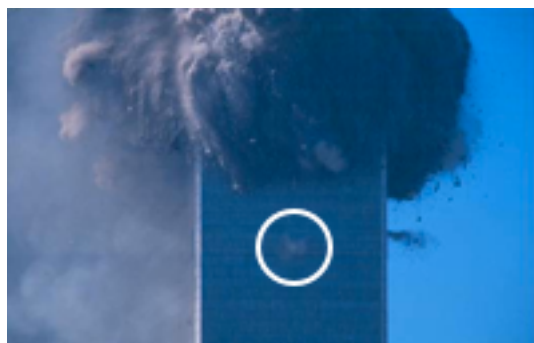
J'irai même plus loin : à l'époque où je croyais à la version officielle, je ne connaissais à peu près rien du dossier. Je ne savais même pas qu'il existait une sécurité aérienne, j'ignorais l'existence du mouvement des *whistleblowers* et des défaillances des services de renseignement, je n'avais aucun rudiment d'architecture concernant les tours et j'ignorais superbement les caractéristiques d'une démolition contrôlée. Et bien sûr, j'ignorais qu'une troisième tour s'était écroulée le 11 septembre 2001, la fameuse tour n° 7 du World Trade Center, tellement absente des médias. Ma conviction reposait sur *l'ignorance*. Paradoxe pourtant parfaitement humain : j'étais sous l'influence de l'autorité et du nombre. Je serais curieux de savoir, aujourd'hui, combien de personnes en France sont capables de citer le nom de 2 *whistleblowers* (je dis 2 car l'une d'entre eux a eu son moment de célébrité à la télévision française), de résumer en une phrase les procédures opérationnelles en cas de détournement d'avion et d'expliquer en 1 ou 2 phrases comment on réalise une démolition contrôlée par implosion. Il est probable que la plupart des gens qui sauront répondre en seront capables *grâce à nous*, ReOpen911, et à notre travail de fond depuis un modeste site web.

Je ne me retrouve pas non plus dans votre article en raison de la caricature qui est donnée du Mouvement pour la vérité, lequel demande en premier lieu *une nouvelle enquête*. Toute une variété d'opinions sont présentes au sein de ReOpen911, y compris des gens qui ont simplement des doutes, et il suffit d'estimer qu'une nouvelle enquête est nécessaire pour être sur la ligne de l'association.

Lorsque parfois des réponses nous sont données, elles sont fort peu convaincantes. Prenons un exemple. Il y a 2 ans, Canal+ diffuse un documentaire de **Stéphane Malterre**. Sa ligne principale consiste à tenter de prouver que l'une de nos sources, l'*American Free Press*, est d'extrême-droite, et ce avec une insistance suggérant que si ce cheval est borgne, alors tous les chevaux sont borgnes.

Le documentaire aborde toutefois le fond à deux reprises.

La première, pour répondre à notre argument selon lequel les panaches de fumée horizontaux, lors de l'effondrement des Tours Jumelles, sont une caractéristique de la démolition contrôlée. Malterre répond que les panaches *peuvent* être dus à l'air chassé par les planchers en train de s'effondrer. Très bien, mais proposer une hypothèse B pour un fait ne réfute pas une hypothèse A.



Panaches pendant l'effondrement de la Tour Nord.

La deuxième fois, pour répondre aux témoignages de bruits d'explosions, sur lesquels nous nous appuyons. Malterre interviewe en effet un expert qui dit que ces bruits d'explosions *peuvent* être dus à autre chose. Oui, ils *peuvent* être dus à autre chose et ils peuvent *aussi* être dus à des explosifs. Caramba, encore raté !

Au lieu d'être rejeté par nos contradicteurs au motif qu'il décrédibilise leur camp, ce documentaire y fait toujours référence. Pour celui qui pense que le cerveau humain est logique et rationnel, cela ne donne-t-il pas à réfléchir ?

Plus récemment, **Ted Anspach** signe pour Arte un documentaire où il rappelle que l'enquête officielle a expliqué l'effondrement de la tour 7. Or, cette enquête n'a pas réfuté nos arguments, et pour cause : elle n'a même pas *essayé*. Elle n'a pas étudié la thèse de la démolition contrôlée et n'en parle pas.

Continuons sur cette méthode de la double hypothèse et revoyons quelques-unes des erreurs qui entourent les attentats du 11 septembre.

Pour commencer, et cela peut sembler à première vue une bonne idée, Al-Qaïda utilise pour introduire 13 de ses pirates aux États-Unis le consulat étasunien de Jeddah, en Arabie Saoudite, connu pour son grand laxisme. Or, *avant* que ceci ne se produise, un responsable de ce consulat, Michael Springmann, découvrant ce laxisme, remue ciel et terre et alerte tout ce que les États-Unis comptent de hauts responsables afin que cesse cette situation. Hélas, *aucune* de ses alertes n'est prise en compte.

Arrive 2001. Une pluie d'alertes tombe, en provenance des services secrets de différents pays, annonçant un attentat en août ou en septembre à l'aide d'avions de ligne détournés, sans doute contre le World Trade Center ou d'autres gratte-ciel. Après les alertes de Michael Springmann, c'est le moment que choisit l'administration, génialement inspirée, pour lancer à partir de juin une procédure allégée de « visa express », affaiblissant les normes de sécurité, réservée à l'Arabie Saoudite. Une aubaine pour Al-Qaïda, qui en profite pour 3 de ses pirates... On croit rêver.

Dans ce qui ressemble à une imprudence, Al-Qaïda envoie ses combattants aux États-Unis *sous leur propre nom*. Ce qu'Al-Qaïda ne sait peut-être pas, mais dont elle aurait pu se méfier, c'est que ses combattants *sont connus des services de renseignement*. Cette fois, pense-t-on, "l'équipe du 11" est fichue ! Et bien non. Les agents de terrain du FBI, comme Springmann, font correctement leur travail mais à chaque fois qu'ils sont sur le point d'arrêter les pirates, une erreur est commise et l'enquête échoue.

Le cas de Moussaoui, présumé 20<sup>e</sup> pirate de l'air, est particulièrement embarrassant. Lorsque des agents du FBI le repèrent et veulent inspecter son disque dur, leur demande est rejetée alors que les agents insistent et ont la preuve de son appartenance à Al-Qaïda. Un rejet étrange puisqu'on ne dénombre *qu'un seul* rejet d'un tel type de demande depuis 23 ans, soit 12 000 requêtes. Mais rien n'y fait, le refus est maintenu !

48 heures avant les attentats, des délits d'initiés colossaux "annoncent" les attentats. Ils concernent les compagnies aériennes et des entreprises situées dans les Tours Jumelles. La Bourse est sous surveillance constante et cette ultime et sérieuse alerte devrait mettre tous les services en ébullition. Et bien non ! Elle n'inquiète personne.

Servis par une chance inouïe et l'incompétence ambiante, nos pirates se retrouvent donc à bord des avions. En raison des vols choisis et notamment de la distance séparant les vols des cibles, leurs chances de succès sont à peu près nulles, surtout à proximité de New York et Washington où l'armée de l'air est particulièrement nerveuse. Or, non seulement les pirates ont un mauvais plan mais à bord, ils tardent à prendre le contrôle des avions et à changer leur direction. Ils n'offrent en fait à la sécurité aérienne que des occasions en or de les arrêter, de 21 à 52 minutes par avion, sur une durée totale d'une heure et 50 minutes, une éternité. Mais ce matin-là, la sécurité aérienne accumule un si grand nombre d'erreurs que ni le premier avion, ni les suivants ne seront rejoints par la chasse. Selon le récit de la Commission d'enquête officielle (Kean-Hamilton), les contrôleurs aériens oublient les procédures, leur hiérarchie aussi ou ne vérifie pas leur bonne exécution, les contrôleurs lisent mal leurs écrans radars et tardent à prendre des décisions élémentaires. On se demande qui a embauché pareil ramassis d'idiots...

Certaines erreurs défient l'entendement. Ainsi, à 9 h 30, c'est-à-dire au plus fort de la bataille, la Maison Blanche décrète une interdiction de vol nationale *incluant les avions militaires*. Quel coup de maître ! Cette fois, c'est sûr, plus rien n'arrêtera les pirates...

Il n'existe pas de machine à percer le secret de la conscience de sorte qu'en cas de défaillance humaine, il y a automatiquement deux lectures possibles, l'erreur et l'acte volontaire. Le contexte permet de pencher pour l'une ou l'autre hypothèse. Or, sur quoi les erreurs du 11 septembre ont-elles débouché ? Et bien, et c'est là où la thèse de l'erreur doit semble-t-il être prolongée à toute la hiérarchie et jusqu'à la Commission d'enquête : sur absolument rien sinon des promotions et des récompenses (sic). L'enquête a même parfois oublié de se pencher sur ces erreurs. Aucun blâme, aucune mise à pied, aucune mauvaise conscience nulle part.

La Commission d'enquête, incompétente comme manifestement tout ce qui se passe aux États-Unis, multiplie donc les oublis. Elle oublie



À 9 h 25, les F-16 survolent enfin New York.



Coleen Rowley (C) est élue Personnalité de l'Année par le magazine Time.

d'interroger Coleen Rowley, agent du FBI, lanceuse d'alerte majeure et dont les révélations furent pourtant médiatisées. Elle oublie d'interroger Robert Wright, autre lanceur d'alerte du FBI et auteur d'un livre censuré par ce même FBI. Elle oublie de questionner Thomas Fields, agent du FBI soupçonné d'avoir bloqué une information importante relative au 11 septembre. Rien n'indique non plus que la Commission ait exploité les révélations de la traductrice du FBI Sibel Edmonds, autre lanceuse d'alerte de poids, entendue à huis clos...

Encore une erreur ? L'administration trouva donc le moyen de *récompenser* par une promotion ou une distinction certains des agents qui, par leurs erreurs, avaient rendu le 11 septembre possible. Par exemple, les agents du FBI Marion Bowman et Mike Feghali.

On apprend aussi, par les révélations de Sibel Edmonds, que certains agents du FBI *percevaient une rémunération occulte*. Le siège, incompetent comme il se doit, savait mais ne prenait aucune mesure.

Ces défaillances en série ne constituent-elles pas autant d'éléments de preuve potentiels en faveur de la thèse dite « du complot » ? (terme impropre dans son usage puisque décrivant aussi la thèse du complot islamiste) Pour la Commission, la réponse est non : malgré ces nombreuses défaillances humaines, malgré les précédents historiques en matière de complots et de manipulations d'État, et malgré enfin les profits faramineux tirés des guerres de l'après-11 septembre par les États-Unis, la Commission a réussi le tour de force de ne *jamaïs* envisager l'hypothèse d'une manipulation. Elle feint de ne pas voir qu'après le 11 septembre, les États-Unis ont pris pied militairement en Irak et en Afghanistan autour d'importantes réserves de pétrole. Que grâce à la « guerre contre le terrorisme », le complexe militaro-industriel engrange des commandes considérables, se chiffrant en dizaines ou en centaines de millions de dollars. Que toute cette économie belliqueuse profite au fonds d'investissement Carlyle, dont sont membres notamment **Tony Blair** et **George Bush senior**. Elle feint d'ignorer que les néo-conservateurs appelaient de leurs vœux, à mots à peine voilés, un « *nouveau Pearl Harbor* », ceci pour servir les intérêts nationaux et la relance de l'industrie de l'armement. Et comme Malterre et Anspach, la Commission croit qu'il suffit de proposer une hypothèse pour évacuer les autres.

Qui peut affirmer avec certitude que le gouvernement estime que ses objectifs stratégiques en Irak et en Afghanistan valent 6000 sacrifices, mais pas 9000 ?

Et par une incroyable « coïncidence » dont même un éditeur de romans de gare ne voudrait pas, le nouveau président Afghan est un ancien haut cadre d'une compagnie pétrolière étasunienne, UNOCAL, celle-là même qui tentait de construire l'oléoduc du temps des Taliban...

La thèse d'un complot d'État mérite un examen.

Je vous prie d'agréer, Madame Isabelle Lasserre, l'assurance de mes sentiments distingués.



Village troglodyte de Kandovan (Iran).  
L'Iran possède les 2èmes réserves  
mondiales de pétrole.

Yves Ducourneau  
(36 ans, membre de ReOpen911)  
<http://www.iceberg911.net/>